

Autriche, le point

Nous avons longuement développé, dans le n°20 (juin-juillet) d'isa, la politique économique et sociale du gouvernement autrichien où cohabitent la droite libérale et le parti fasciste de Haider, et les contradictions que ce dernier devait gérer.

Après la levée des sanctions européennes, deux ans de pouvoir partagé et deux élections partielles qui lui sont défavorables, où en est aujourd'hui le parti d'extrême droite autrichien ? Coup de projecteur.

Autriche: le populisme d'extrême droite dans une impasse stratégique ?

Pour la deuxième fois consécutive, le parti de l'extrême droite populiste, le FP (Parti de la liberté autrichien), a perdu des voix lors d'un scrutin régional, dimanche 3 décembre 2000. Le parti auquel appartient Jörg Haider - ce dernier ayant formellement abandonné la présidence du FP au premier mai dernier, mais étant toujours le véritable dirigeant qui prend toutes les décisions intéressant la vie du parti - était déjà sorti comme le grand perdant des élections régionales de la Styrie (région couvrant le sud-est de l'Autriche), le 14 octobre 2000. Après avoir obtenu 17,15 % dans cette région en 1996, le parti populiste était retombé, lors de l'élection du parlement régional mi-octobre dernier, à 12,43 %.

Ainsi il n'avait pas seulement perdu un petit tiers de ses voix en pourcentage, mais exprimé en nombre absolu de suffrages, il avait perdu la moitié de ses électeurs en Styrie lors du scrutin national d'octobre 1999, le taux de participation ayant fortement baissé.

Début décembre, si le choc fut nettement moins rude, le parti a néanmoins perdu de nouveau des voix alors que jusqu'ici, et depuis 1986 (l'année de l'ascension de Jörg Haider à la tête du parti), il n'avait cessé d'en accumuler toujours davantage. Le 3 décembre, dans la région du Burgenland (la région la plus orientale du pays, à la frontière austro-hongroise), le FP a obtenu 12,65 % des voix, ayant perdu 1,91 %.

Les forces politiques profitant de la situation ainsi créée ne sont pas les mêmes les deux fois. En Styrie, ce fut la droite classique, partenaire dans une alliance gouvernementale avec le FP au niveau fédéral, qui engrangea les bénéfices de la

déroute relatif de son partenaire à Vienne. Le parti chrétien-social VP (Parti du peuple autrichien) a effectué ainsi un bond à 47,27 % des suffrages exprimés, gagnant plus de 11 % des voix.

Beaucoup d'anciens électeurs du FP sont passés ainsi, selon les instituts de recherche sur la vie politique autrichienne, au VP qui avait mené une campagne voulant rassurer et à moitié apolitique, essentiellement basée sur l'appartenance régionale et sur la personnalité de la présidente du conseil régional Waltraud Klasnic, baptisée "la mère de la région". A l'inverse, au Burgenland, c'est cette fois-ci le SP (Parti socialiste autrichien) qui sort gagnant du jeu électoral, passant à 46,58 % des voix (avec un gain de 2,13 %) ainsi que l'autre parti de l'opposition parlementaire, Les Verts avec 5,47 % (+ 2,97 % par rapport à 1996).

Le VP, quant à lui, perd légèrement : il obtient 35,30 % des voix et en perd 0,75. Autre élément remarquable, et à proprement dire exceptionnel par rapport à tous les scrutins des dernières années : pour la première fois depuis le scrutin de 1989 en Carinthie, la participation électorale a augmenté au lieu de baisser (passant de 81,52 à 82,30 %).

Les raisons de cet élément commun des différents scrutins qu'est le recul de l'extrême droite populiste, toutes choses étant égales par ailleurs, sont d'une double nature. D'un côté, elles relèvent très certainement d'une déception indéniable d'une partie de l'électorat du FP par rapport à la Realpolitik mise en œuvre par le gouvernement de Vienne. Le discours du parti populiste avait constamment mélangé l'appel à une protestation sociale diffuse et inconsciente, jouant parallèlement sur les réflexes racistes (de manière explicite) et antisémites (le plus souvent implicitement) assez largement répandus dans la société, et en même

Sommaire

- P. 1 à 3 : Autriche
- P. 3 (suite) : Discriminations, dispositif juridique renforcé – Revue de presse brune
- P. 4 : Majorité pénale – Mémoires nau-séabonds – Contact, abonnement

temps un discours économiquement libéral qui s'adresse clairement aux gagnants de la compétition économique.

Passé de l'opposition aux responsabilités gouvernementales, le FP a désormais du mal à constamment marier les deux discours et de jouer sur les deux registres car il est désormais obligé de se mouiller lors de la prise de décisions concrètes. Par ailleurs, on observe une nette usure de son équipe gouvernementale, le parti populiste ayant déjà "grillé" trois ministres de suite dont la ministre des affaires sociales et de la condition de la femme, Elisabeth Sickl qui a été remplacée fin octobre par le vieux militant FP Herbert Haupt (qui devient ainsi, fait unique en Europe, le ministre masculin de "la condition de la femme"). Jörg Haider, que toute la presse qualifie désormais de manière ironique et caustique de "simple adhérent du parti" puisqu'il ne revêt plus aucun poste de responsabilité formelle dans le parti, a ainsi tout intérêt à ne pas abandonner son poste de président du conseil régional en Carinthie pour se lancer officiellement dans la politique fédérale.

Il pensait bien attendre son heure, à venir d'ici deux ou trois années, en critiquant le gouvernement sans se gêner si le besoin se faisait ressentir. Cependant, la route lui semble désormais probablement bloquée pour un bon bout de temps, car l'usure du parti au gouvernement n'est désormais plus la seule raison de la baisse de l'audience du FP.

En effet, depuis début octobre, ce qui est maintenant communément admise sous l'appellation d'"affaire des mouchards" a sans cesse pris de l'ampleur. A l'origine, se trouve l'aveu public du policier Josef Kleindienst, ancien membre du AUF, syndicat de la police propre au FP, et élu président de celui-ci en 1998. Ce personnage avait publiquement révélé, dans les colonnes du magazine "Format", le fait qu'un certain nombre de membres de la police nationale - il en mentionnait d'abord cinq - avaient systématiquement espionné des adversaires politiques du parti d'extrême droite en puisant des données personnelles dans les fichiers informatisés des ordinateurs de la police. Ainsi des données devant servir le FP dans des procès devant des tribunaux autrichiens, auraient été collectés sur des dirigeants de la "Caritas" (une œuvre sociale de l'église catholique), en procès contre le chef de file du FP à Vienne, Hilmar Kabas. L'une des principales cibles de ce type d'espionnage aurait été Caspar von Einem, ancien ministre de l'intérieur jusqu'en 1995 appartenant à l'aile gauche de la social-démocratie autrichienne.

Von Einem avait du démissionner en 1995 après une campagne haineuse de l'extrême droite le soupçonnant d'être "de connivence avec des groupes terroristes d'ultra-gauche". (Il fut alors remplacé par Karl Schlögl, appartenant à l'aile

droite de la social-démocratie. Schlögl, devenu l'été dernier président du conseil régional de Basse-Autriche, s'est d'ailleurs prononcé en septembre en faveur d'une future alliance possible entre les socialistes et le FP, mais sans être suivi par les dirigeants nationaux actuels de son parti.)

Pour la première fois, le FP ne pouvait plus tenir sa position tant affectivée de "Robin des Bois", de non-conformiste qui serait "persécuté par les tenants du politiquement correct car il dérange les partis établis" qui se sont, ceci est vrai, longtemps partagés tous les pouvoirs dans un pays dont les institutions étaient longtemps fortement verrouillées. Pour la première fois, il devint nettement perceptible que c'était le FP qui faisait surveiller et espionner en vue de réprimer des personnes critiques à son égard.

Pour le nouveau millénaire, pensez à vous abonner ou à vous réabonner !

Le scandale a vite pris de l'ampleur, impliquant en tout une soixante de personnes, et une dizaine de policiers ont entre-temps été provisoirement écarté de l'exercice d'une fonction publique. Le FP n'a eu de cesse de vitupérer les "méthodes dignes de la Gestapo" ou "méthodes de Stasi" (NDLR : police politique de l'ancienne RDA) des juges d'instruction chargés de l'affaire, la "persécution politique" dont ses responsables seraient victimes et "la manière unilatérale dont sont menées les enquêtes, alors qu'il s'agit clairement d'une manipulation politique". Le parti d'extrême droite n'a pas hésité à qualifier le ministre de l'intérieur, Strasser, de "Judas" et traître à leur rencontre, et à revendiquer sans cesse le limogeage du directeur de la sécurité et de l'ordre public (au sein du ministère de l'intérieur), Eric Buxbaum, qu'il qualifie de "camarade rouge". Karl Schnell, chef de file régional du FP à Salzbourg, est allé jusqu'à défendre la (supposée) activité des mouchards comme "légitime défense contre le harcèlement juridique dont nous sommes victimes", mais aussi de "garantie de la démocratie puisque sans cela, un tas de choses resteraient non révélées".

Or, le scandale semblait se trouver devant un tournant important dans les premiers jours du mois de décembre, après la publication d'une expertise judiciaire que le parti populiste avait demandée. Une lettre prétendument adressée par le garde du corps de Jörg Haider, Horst Binder, à son supérieur et président du FP de l'époque, mentionnant le transfert de documents contenant des données personnelles sur des adversaires du FP, porterait, à en suivre les résultats de cette expertise, une signature falsifiée. A supposer la véracité de ces résultats d'expertise, il reste cependant à clarifier la manière dont cette signature

faussée a été apposée sur la lettre. Il reste notamment à examiner si ce n'est pas le parti d'extrême droite qui a lui-même fabriqué une fausse preuve afin de se décharger d'autant plus facilement.

Quoi qu'il en soit, le FP a doré et déjà utilisé cette occasion afin de sortir de la défensive, de demander le désaisissement de tous les juges d'instruction chargés de l'affaire et de revendiquer son blanchiment intégral dans l'affaire.

Nonobstant l'issue de l'affaire des mouchards, on peut actuellement dire que le FP réagit aux difficultés stratégiques auxquelles il doit faire face en durcissant très nettement ses positions et son discours, qui redevient celui d'un parti d'opposition alors qu'il se maintient dans ses responsabilités gouvernementales tout en les assumant mal. Le 23 octobre dernier à Vienne, Jörg Haider avait déjà marqué d'un discours très "musclé" et violent le lancement de la campagne électorale régionale du FP à Vienne, où le conseil régional sera réélu au printemps 2001.

Le FP viennois a d'ailleurs annoncé depuis des

**Bonnes Fêtes de fin d'année à toutes nos
lectrices et tous nos lecteurs
BONNE ANNEE 2001**

mois qu'il compte centrer sa campagne essentiellement sur le "thème de l'immigration", ce qui laisse prévoir une campagne agressivement raciste. En dehors des immigrés, Haider apostropha violemment dans son discours "la racaille de gauche" dont il faudrait "libérer Vienne", et "les étudiants qui manifestent au lieu de poursuivre leurs études, mais que nous allons faire payer". Par ailleurs, plusieurs jeunes contre-manifestants furent passées à tabac par des skinheads se réclamant du parti de Haider, en même temps et à proximité du meeting du FP.

Lors d'un congrès extraordinaire que Jörg Haider - "simple adhérent du FP sans fonctions" - avait convoqué dans "sa" région de Carinthie, les 18 et 19 novembre, afin de tirer les conséquences des problèmes actuels du parti, l'ancien président du FP avait annoncé la couleur en déclarant "ouverte la chasse contre la société de chasse qui nous persécute" (Traduction de la rédaction: La chasse est ouverte à qui veut nous chasser). Reste à savoir si une telle radicalisation nuira au FP, confronté à un sérieux dilemme stratégique, ou l'aidera à surmonter, ressoudé autour de son vrai leader, les difficultés actuelles.

Contre les discriminations : un dispositif juridique renforcé

Après l'adoption le 06 juin dernier par les ministres de l'Emploi de l'Union européenne d'une directive très large contre les discriminations, l'Assemblée nationale a voté le 12 octobre plusieurs dispositions qui concernent les salariés :

- le champ de la discrimination est étendu « *au patronyme, à l'apparence physique et à l'orientation sexuelle* » ;

- l'ensemble de la carrière du salarié est couvert, y compris les situations de stage ;

- la charge de la preuve est aménagée : cette disposition était demandée depuis longtemps par les syndicats ; l'employeur devra désormais prouver que sa décision « *ne repose pas sur un motif discriminatoire mais sur des éléments objectifs* » (Libération du 13.10.2000) ;

- les syndicats pourront agir en justice au lieu et place du salarié, avec son accord, ce qui n'était pas possible jusque là.

Cette proposition de loi sera applicable après le vote du Sénat.

Avec la mise en place du numéro vert – le 114 – et des Commissions départementales d'accès à la citoyenneté (CODAC), plusieurs outils sont aujourd'hui en place pour lutter plus efficacement contre les discriminations, au travail en particulier. Leur efficacité dépendra aussi de la façon dont les salariés et les syndicats s'en saisiront.

Libération précise que M. Aubry « *en a profité pour interdire les élections prud'homales aux partis prônant la discrimination* ». A suivre...

Revue de presse brune

Dans le numéro 850 de National Hebdo du 02 au 08 Novembre 2000, un long article dénonce "une nuit branchée au Printemps - Haussmann" organisée par la direction de ce magasin.

Au delà du côté "People" et faussement sulfureux de l'article, il faut noter qu'il s'appuie entièrement sur le bulletin d'information du syndicat SECI - CFTC de ce grand magasin dont la première page est reproduite en fac-similé. Il s'intitule "Valeurs Sociales". Apparemment, ces valeurs là plaisent beaucoup à la rédaction du journal frontiste... de quoi inquiéter les syndicalistes, du Printemps et d'ailleurs, sur certaines "liaisons dangereuses"...

Le numéro 849 de NH du 28/10 au 02/11/2000 relate la préparation des élections à la Chambre du Commerce et d'Industrie de Paris qui ont lieu le 20 Novembre.

L'article fait la promotion d'une nouvelle liste en ces termes :

" *Jusqu'à présent seuls le MEDEF et la CGPME présentaient une liste. Il n'y avait pas d'enjeu (...) Dans ces conditions pourquoi perdre son temps à voter ? . Aujourd'hui la liste officielle*

est mise en concurrence . Une équipe de Chefs d'Entreprise a créé une liste.

Elle s'appelle : " *Entreprendre avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris* " Elle est animée par Olivier BIDOUE président directeur général d'imprimerie. Elle propose un programme en cinq points forts :

- 1) Halte au gaspi
- 2) Suppression de la taxe professionnelle
- 3) Réduction immédiate des charges
- 4) Amélioration sensible des régimes sociaux
- 5) Création de vrais emplois productifs

(...) L'enjeu est capital pour Paris . Voilà pourquoi il faut aller voter le 20 Novembre prochain "

Au delà de ce programme fait pour séduire les PME et PMI , le message est clair : Face au MEDEF " mondialiste " et à la CGPME jugée trop molle , il y a une liste adoubee par le Front National : La bête remue encore ...

**Mineurs étrangers en zone d'attente :
Baisse gouvernementale de la majorité pénale à 16 ans. Condamnation des associations de défense de Droits de l'Homme et des syndicats**

L'ordonnance de 45, rédigée à la libération, avait pour but de protéger les mineurs en ne reconnaissant la responsabilité pénale pleine et entière qu'à la majorité. Un projet de loi veut corriger la loi en amendement l'article 35 quater qui organise le placement et le maintien en zone d'attente pour les étrangers dont l'entrée du territoire a été refusée.

L'idée de ce futur texte de loi est, pour les mineurs de 16 ans, de faciliter le placement en zone d'attente et de rendre possible leur reconduite à la frontière, sous le fallacieux argument de leur donner la capacité juridique! Cet amendement à l'ordonnance de 45 romprait avec le droit civil et créerait une dérogation pour les seuls mineurs étrangers. Les associations et syndicats : LDH, GISTI, MRAP, CIMADE, Syndicat de la Magistrature, SAF, SNPES-FSU. réunis en conférence de presse ont dénoncé ce texte discriminatoire : "si ce texte passe, c'est à la fois une première brèche dans le droit des étrangers et une remise en cause des droits de l'enfant...".

Après le rapport "effrayant" de Louis Mermaz sur les centres de rétention et le projet d'exclusion de la CIMADE de ces centres, il est temps que le gouvernement de la gauche plurielle se ressaisisse!

(d'après des extraits du Bulletin du SNPES-PJJ/FSU 93)

Mémoires nauséabonds à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse

Lyon III n'a pas l'exclusivité d'accueillir des étudiants d'un genre particulier, fascinés par les heures sombres de la collaboration et du nazisme. Qu'un étudiant écrive évoquant Hitler : "Il va rassurer le peuple allemand...en le délivrant des éléments dégénérés qui œuvrent à la décadence de la nation germanique" et le directeur de thèse Jean Capot de Quissac lui administrera un 14,5. Un autre mémoire qui aura en exergue cette citation du Waffen-SS français St Loup : "Alphonse de Chateaubriand, le prophète du national-socialisme" et en faisant de cet idéologue pour lequel Hitler était un "libérateur invincible", "un rêveur idéaliste et sentimental" obtiendra un 18 par ce professeur qui dirigera au cour de ces dernières années des mémoires intitulés : Robert Brasillac ou la quête de la fraternité- Léon Degrelle, itinéraire d'un croisé- Les consécration épiscopales de Mgr Iefebvre - Darre : le théoricien du Blut and Boden - La référence chrétienne dans le Front National - Depuis plusieurs années des étudiants Toulousains, des associations alertent les hiérarchies sur les multiples dérapages de certains mandarins. En vain jusqu'à aujourd'hui.

(D'après des extraits de l'article de Didier Dænnincks sur www.amnisitia.net)

Abonnement

Nom Prénom	et/ou	syndicat
Adresse		
Code Postal		Ville
🍏 10 numéros (1 an) :50 F		
🍏 Abonnement de soutien : 100 F ou plus		
Chèque à l'ordre d'ISA		

Contact

ISA : B.P. 241-16 75765 Paris cedex 16
Fax :01 48 36 66 33
e-mail : isacom@worldnet.fr

Dir. De publication : F. Pécoup

Administration : I. Nicolas, JJ. Petiteau,

Rédaction : H. Alexandre (FGTE-CFDT),
C. Aumeran (SNUI),
C. Birnbaum (SNESUP-FSU),
P. Farfart (SNUIPP-FSU),
F Mahé RIF Paris 19°
JP. Ravaux (SNPES-PJJ-FSU),
D. Turbet-Delof (SNUI),
JL. Wichegrod (CGT Finances),

CCPA n°0603 S 05157

Edité par VISA / Imprimé par nos soins